

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 septembre 2026

VISANT LA RELANCE ET LA DÉCENTRALISATION DU LOGEMENT - (N° 3058)

Rejeté

N° CE726

AMENDEMENT

présenté par
M. Jolivet, rapporteur pour avis au nom de la commission des finances

ARTICLE 4

Après l'alinéa 15, insérer l'alinéa suivant :

« *b* bis) À la première phrase du deuxième alinéa, le mot : « neuf » est remplacé par le mot : « douze ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à porter de neuf à douze ans la durée minimale de location conditionnant le bénéfice du dispositif fiscal « Relance logement ». L'allongement de la durée d'engagement locatif permet de garantir la vocation sociale et durable du dispositif, en assurant une mise à disposition plus longue des logements à loyers maîtrisés.